

VENDREDI 19 SEPTEMBRE 19 HEURES 45



**ASSEMBLÉE DES MILITANTS ET DES AMIS D'U&A,
AMPHITHÉÂTRE DE LA PRÉSIDENTE**

Casse à tous les étages. On n'accepte pas, on réfléchit et on agit !

1^{er} septembre : le préfet, ainsi que le lui impose la circulaire du premier ministre du 7 juillet, a convoqué les organisations syndicales du département pour leur présenter l'application départementale de la révision générale des politiques publiques.

La FSU avait proposé aux autres organisations de préparer en commun cette rencontre, et de rédiger ensemble un texte liminaire.

La CGT, Solidaires avaient accepté de préparer cette rencontre avec nous. Nous avons rédigé un texte reprenant nos critiques de fond et la CFTC avait ajouté sa signature dans la salle de l'audience.

Le préfet, après avoir, pour la forme, affirmé que son premier souci était d'améliorer l'organisation de l'Etat pour le rendre plus efficace, combattre ses aspects vétustes et la mettre en phase avec le développement actuel des activités diverses, en est vite venu au fond des choses : faire plus avec moins de moyens, essayer de récupérer le maximum de postes.

Nous avons dénoncé le déménagement de l'Etat, la suppression des postes qui ne pourrait pas améliorer l'état des services publics, la privatisation des missions et la casse des statuts des salariés.

La discussion avec les camarades des autres organisations, qui travaillent dans d'autres services publics que l'éducation nationale, permet de constater que la casse de ces services publics est en marche, la privatisation de nombreuses missions est engagée, leur suppression ou leur transfert vers divers agences ou commerçants, prévus.

Les organisations décident de se revoir rapidement pour construire une riposte commune.

La rentrée scolaire se termine. C'est-à-dire qu'on finit de constater les dégâts dans les établissements. Le CTPD 1^{er} degré a vu l'inspecteur d'académie se réjouir d'ajouter 8 postes à ceux qui avaient été décidés à la fin du printemps. Ceux-là existaient aussi, répartis autrement.

Ça rappelle l'histoire du type qui se cogne la tête contre le mur tellement ça fait du bien quand il arrête. Ce que ne précise pas l'inspecteur d'académie dans son enthousiasme d'avoir « réussi une bonne rentrée », c'est que les classes sont bourrées, que les gamins de deux ans ne sont quasiment plus accueillis et qu'on commence à refuser ceux de trois ans. Les maternelles servent de variables d'ajustement. On ne tient pas compte de la tendance à la reprise démographique.

Le 3 juillet dernier, lors de la présentation de son budget devant le sénat, le ministre de l'éducation nationale se laisse aller et dit à un moment, à propos de l'école maternelle : « *Est-il vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours à bac+5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire la sieste à des enfants ou de leur changer les couches ?* ».

Nous avons manifestement une conception de l'école maternelle très éloignée de celle du ministre...

A une question sur l'éventualité d'un regroupement entre l'école publique et l'école privée en milieu rural, le ministre répond : « *Je suis d'accord, avec un regroupement pédagogique concentré, avec un établissement public du premier degré au niveau cantonal. Il faut des établissements qui aient de vrais patrons* ».

Dans l'enseignement professionnel, le ministre considère que la « discussion » est terminée et que le passage au bac pro en trois ans est acquis. Il s'agit quand même de diminuer d'un quart la durée de préparation de ce diplôme, pour des élèves dont une partie importante est à l'origine en difficulté scolaire et qui trouve la réussite et l'épanouissement dans l'enseignement professionnel initial ! En revanche, les faveurs pour l'apprentissage continuent de plus belle.

Dans la Culture, les menaces d'abandons de pans entiers de missions se profilent.
Etc., etc...

Toutes ces menaces montrent une accélération du programme anti services publics du président de la République et de son gouvernement.

Comme l'indique la campagne large lancée par l'intersyndicale, les parents d'élèves, les mouvements pédagogiques, les organisations de lycéens et d'étudiants à propos de l'Ecole pour préparer la **manifestation du 19 octobre à Paris**, il s'agit de lancer une alerte rouge sur les menaces de transformation de fond de notre société, de casse de nos conquêtes sociales, de laminage des statuts des salariés et des salaires, avec un développement de la précarité de l'emploi, du travail en miettes ; avec la baisse des retraites, la diminution sérieuse des protections sociales comme la sécurité sociale. Le tout dans un contexte de réduction des libertés : climat de violence entretenu par l'omniprésence policière, surtout pour surveiller les pauvres, arrêter et expulser les étrangers ; développement des fichiers comme EDVIGE et CRISTINA.

Bien que le président de la République ait affirmé qu'il avait gagné la guerre idéologique, il n'y a pas de fatalité pour que cette politique continue et aille à son terme catastrophique.

Une autre politique est possible.

Pour cela, il est indispensable que les organisations syndicales améliorent sensiblement leur action de défense des intérêts de leurs syndiqués et des salariés. Nous disons depuis des mois que seule une convergence des luttes permettra de rétablir la confiance des salariés dans leur force et leur permettra de construire la stratégie syndicale qui chassera cette politique.

Dans notre fédération comme dans la plupart de nos syndicats, ce sont les courants de pensée qui doivent orienter la stratégie d'action.

Il est indispensable, pour que le courant de pensée majoritaire fonctionne correctement, que chacune et chacun puisse donner son avis, apporter les critiques et les propositions qui permettront au syndicat d'être en phase exacte avec des adhérents et qui permettra aux adhérents de croire, de sentir qu'ils peuvent avancer et gagner.

C'est le but de l'assemblée Unité & Action FSU de vendredi 19 septembre à partir de 19 heures 45 :

- **écouter les militants**
- **réfléchir ensemble sur le rôle de la FSU**
- **réfléchir ensemble sur le fonctionnement en courants de pensée**
- **faire ensemble des propositions qui seront transmises au niveau national de chaque syndicat concerné et de la FSU**

Nous vous invitons donc à venir nombreux vendredi dans l'amphithéâtre de la présidence de l'université de Pau pour un moment intense de réflexion syndicale commune et pour construire notre avenir syndical commun.

Un camarade, Jean Lafontan, un des responsables au niveau national du courant de pensée au niveau fédéral sera présent pour écouter, donner les explications que vous pourrez souhaiter, et rapporter à la direction de la FSU ce que veulent les militants U&A des Pyrénées Atlantiques.

Cette assemblée est ouverte aux camarades qui se reconnaissent dans U&A, qui souhaitent s'y intéresser, qui n'ont pas encore d'opinion à ce sujet. Amenez vos collègues !

Laïcité

A quelques kilomètres d'ici, un faste surprenant en ces périodes de difficultés budgétaires s'est déployé après s'être épanoui à Paris : Monsieur Ratzinger est venu, dans sa fonction de pape de l'église catholique, fêter le cent cinquantième d'une apparition miraculeuse parlant bigourdan.

Au-delà du tristement traditionnel jumelage entre le sabre et le goupillon, un des enjeux de cette invitation lancée par le chanoine de Latran dans sa fonction de président de la République est de consolider son intention de passer la laïcité à la moulinette en l'affublant de qualificatifs réducteurs.

Si on prétend souhaiter que la laïcité soit positive, c'est qu'on pense qu'elle est négative. Le président de la République, qui veut assurer sa victoire idéologique, a besoin de tenter de substituer aux valeurs républicaines et progressistes de défense des intérêts des travailleurs et des opprimés, de solidarité de lutte, celles d'acceptation, de fatalité, d'espoir, oui mais dans une vie future, de respect de hiérarchies justifiées par un ordre divin.

La laïcité est une des richesses de notre culture et elle est issue de luttes séculaires.

Il ne s'agit pas de l'opposer à la croyance et nous avons le plus profond respect pour ceux de nos camarades qui croient en un dieu. Il s'agit de conserver et de raffermir une valeur qui nous protège tous.

Au-delà de ces considérations, il y a, une fois de plus, comme un air de forfaiture dans l'action du président de la République qui se permet d'affirmer des choses pour l'affirmation desquelles il n'a pas été élu. Sphère privée, sphère publique. La quasi-totalité des prédécesseurs du président de la République avaient l'élégance, la culture, le respect de savoir les séparer. C'est un des fondements de la laïcité.

Petit agrément quand même : Monsieur Ratzinger, invité de Monsieur Sarkozy, a dit deux petites choses qui n'ont pas dû lui plaire : « *l'identité nationale ne se réalise que dans l'ouverture aux autres peuples et à travers la solidarité envers eux* », « *je déplore une avancée sournoise de la distance entre les riches et les pauvres.* ».

Décidément, que ces gens sont mal élevés !